

# Jean-Paul Harroy qui fut satrape au Rwanda...

Rien ne prédisposait Jean-Paul Harroy à devenir gouverneur du Rwanda-Urundi en 1959. A 45 ans, il menait une carrière scientifique, présidait aux destinées des parcs nationaux et semblait plutôt destiné à se faire le défenseur des éléphants plutôt que des Hutus. Mans à l'époque, M. Auguste Buisseret, libéral et anticlérical notoire (« M. Homais, chef d'empire », disait l'intraitable Moulinsasse), étant devenu ministre des Colonies, avait décidé de mettre au pas les « colons » de l'administration des territoires sous tutelle. Il chercha vainement son homme parmi les candidats possibles de l'administration : aucun ne lui donnait les garanties suffisantes, aucun ne sortait de l'U.L.B. et tous, ou presque, allaient à la messe. Alors, en désespoir de cause, il se rabattit sur l'homme des éléphants...

— M. Harroy, c'est bien ainsi que les choses se sont passées ?  
— C'est bien ainsi.  
— Et vous devriez mettre au pas une administration trop catholique ?  
— Oui, c'est ce que voulait M. Buisseret. Mais il me connaissait mal. Pour m'assister, il m'offrit un cabinet de huit personnes réputées solidement anticoloniales pour coiffer l'administration. J'ai refusé. J'étais décidé à jouer le jeu avec les gens en place, je connaissais certains d'entre eux, je connaissais la région et je comprenais que je ne pourrais réussir dans ma tâche sans la collaboration des fonctionnaires de la colonie. Il n'empêche que ces fonctionnaires étaient verts de rage. Peillon ne décollait pas, il m'accusait d'avoir intrigué pour obte-

— Sur le poste. Ce n'était pas vrai, j'étais stupéfait qu'on ait pensé à moi, me donnant cinq jours pour me décider. Il me fallait renoncer à mes autres fonctions, à mon professorat à l'U.L.B., à la présidence de l'Union internationale pour la conservation de la nature, au secrétariat général de l'I.R.S.A.C. (Institut pour la recherche scientifique en Afrique centrale).  
— M. Harroy accepte cependant. Arrive à Usumbura. S'attend au pire. Il réunit ses hauts fonctionnaires, leur dit qu'il a refusé le cabinet de huit personnes, qu'il veut collaborer avec eux.  
— Sur les 26 fonctionnaires que j'ai ainsi voulu convaincre, un seul m'a tiré dans les pattes.  
— A vrai dire, vous n'avez pas tardé à faire une politique qui était celle des catholiques, et notamment à prendre la défense des Hutus contre la féodalité des Tutsis.  
— Exact. C'était la seule politique possible. Et il se fait que je me suis trouvé l'allié objectif de l'Eglise. Et moi, qui suis d'origine protestante, j'ai dû décider de placer en résidence surveillée l'évêque anglican qui était un protecteur des Tutsis !  
— Vous racontez tout cela dans votre livre « Rwanda », qui vient de paraître (1). Vous y dites notamment une profonde déception à l'égard des Nations Unies.  
— A l'égard des Nations Unies de New York. A l'égard d'Hammarström, que même le respect dû aux morts ne m'incite pas à ménager... Mais les experts en mission sur place comprenaient très bien. Même



(Photo Wallichent)

le Soviétique Tchernov, après quelques semaines de présence, était devenu très convenable. Mais à New York, puisque les Belges voulaient protéger les Hutus contre les Tutsis, on prenait le parti des Tutsis, sans hésiter à soutenir l'une des dernières féodalités du monde.  
— Dans votre livre, vous racontez que vous ne savez pas si, lors du coup d'Etat des Hutus, le 28 janvier 1961, à Gitariama, pour renverser le mwami Kigeri, votre collaborateur, le colonel Guy Logiest, un bon démocrate-chrétien, avait trahi dans l'affaire.  
— Je dis que je n'ai jamais voulu lui demander ce qu'il avait fait ce jour-là.  
— Mais vous n'en doutez pas ?  
— De fait. Je connais bien Logiest.  
— D'un autre colonel, Friede-

ric Vandewalle, qui assure diverses missions au Congo d'après l'indépendance, Paul-Henri Spaak disait : « Cet homme-là a le talent de la désobéissance ». Logiest aussi ?  
— Oui.  
— Et vous-même ?  
— Sourire.  
— Vous savez, je devais faire la politique de la Belgique et il m'arrivait souvent de prendre des attitudes en totale contradiction avec mes convictions. Après 60, la Belgique avait toujours le souci des populations qu'elle administrait, mais elle avait aussi celui de se ménager les Nations Unies. C'était surtout la préoccupation de M. Wigny, qui avait dû supporter tout le choc du désastre congolais. Ensuite, avec Harold d'Aspremont Lynden et avec Paul-Henri Spaak, on pouvait se permettre... des nuances

— Comme le coup d'Etat de Gitariama ?  
— Ce jour-là, j'ai bien souffert. Je recevais une nouvelle mission des Nations Unies. Je savais ce qui se passait à Gitariama et je voulais que l'O.N.U. n'en sache rien tant que ce ne serait pas terminé. Ils étaient là, chez moi, je les occupais, on discutait, ils ne se doutaient de rien. Quand ils ont appris la vérité, ils m'en ont voulu à mort, mais c'était trop tard, le coup avait réussi, les Hutus tentaient le pouvoir. Si l'O.N.U. avait su plus tôt, elle aurait sûrement exigé la tutelle et que l'armée du colonel Logiest intervienne pour réprimer la révolution et restaurer le pouvoir légal des Tutsis. Or, nous savions fort bien que si ce pouvoir-là restait en place après l'indépendance, cela signifierait un massacre épouvantable des Hutus. On avait dû arrêter un certain nombre de Tutsis coupables d'accusations délibérées : l'O.N.U. voulait que nous les remettions en liberté.  
— Tous des anges, ces Hutus ?  
— N'exagérons rien.  
— Aucun regret ?  
— Non, le Rwanda est aujourd'hui un petit pays bien géré, qui a su éviter le pire et qui maintenant un certain climat de liberté comme on n'en trouve guère en Afrique.  
— Et vous voici revenu à vos premières préoccupations : la protection de la nature et notamment la lutte contre la désertification de l'Afrique. Voici quelques années, vous nous dites considérer ce problème avec un « pessimisme lucide »

— Est-ce encore ainsi ?  
— Oui. Il est possible d'arrêter la désertification, il est possible de combattre la misère des masses africaines. Mais il faudrait que les privilégiés le veulent. Tant qu'ils ne le voudront pas, malgré leurs discours, il n'y aura aucun espoir.  
— Le Rwanda est-il différent des autres pays à ce propos ?  
— Oui, on y a vraiment le souci du paysan et de la production agricole. Mais le pays est surpeuplé, c'est miracle qu'il n'ait pas encore sombré dans la famine. Il a réussi à tripler sa production, depuis l'indépendance, suivant la progression démographique, mais il atteint les limites de ce qui est possible et si les Rwandais continuent d'augmenter en nombre comme ils le font, ils vont au drame. Je ne suis pas sûr qu'ils en soient assez conscients.  
— On leur dit ça depuis vingt ans !  
— Oui, mais les miracles ne sont pas éternels.  
— Il est sans doute rare de trouver des hommes dont il suffit de raconter l'histoire pour voir en apparaître le portrait. Jean-Paul Harroy est de ceux-là. Idéaliste, pragmatique, amoureux de la vie, prudent jusqu'à l'audace, oserait-on dire, tant il sait dilier la cordialité, l'affabilité et le sens de la manœuvre.  
— Pour finir, Jean-Paul Harroy, n'avez-vous pas fortement déçu Auguste Buisseret ?  
— Petit rire amusé.  
**Jean KESTERGAT.**

(1) « Rwanda » par Jean-Paul Harroy, 512 pp. 750 F. Editions Hays, 4, rue Fin, 1080 Bruxelles.